

Rentrée syndicale. Des motifs d'inquiétude

Les enseignants du premier et du second degré ont fait leur rentrée hier. Dans l'Eure, le FSU s'inquiète des moyens mis à disposition et des incohérences du discours ministériel.

« **C'est une rentrée pas comme les autres, mais comme celle de l'année dernière** ». C'est ainsi que la résument les deux co-secrétaires départementales de la Fédération syndicale unitaire (FSU), Cécile Chandavoine et Mathilde Marnière. Le Covid fait toujours partie de notre quotidien, et, pour les deux enseignantes, rien n'a vraiment changé du côté des directives du ministère. « **Il y a un sentiment de déjà-vu par rapport à l'année précédente, avec un flou et une impréparation sur la crise sanitaire** », juge Cécile Chandavoine.

Témoin, selon elle, la suppression de la « Foire aux questions », qui détaillait les protocoles, du site internet du ministère de l'Education nationale. « **On n'a aucune information sur la façon dont va se dérouler la gestion des tests salivaires** », pointe Mathilde Marnière. Sa collègue s'interroge sur la vaccination des élèves du second degré : « **On n'a aucune information dans l'Eure. Ca ne se fera pas à l'intérieur des établissements. Le but est d'emmener sur les sites où ça se pratique, mais qui, sur quel temps, comment ? On nous demande d'évoquer la question de la vaccination aux élèves. Faire de la pédagogie sur la vaccination en général, c'est dans nos missions, mais pas pour, derrière, qu'on incite les élèves à se faire vacciner** », souligne Cécile Chandavoine. Sous-entendu, pas question de devenir les VRP du gouvernement sur la question...

Les heures sup en forte hausse

En termes de moyens mis à disposition, le compte n'y est pas pour le FSU. « **Dans le secondaire, nous sommes très agacés entre le discours du ministre - l'école, priorité du gouvernement - et la réalité des faits. Des postes supprimés sont compensés par une grosse augmentation des heures supplémentaires et une grosse dégradation des conditions de travail** », déclare Cécile Chandavoine, qui annonce 1 883 suppressions de postes à l'échelle nationale dans le second degré avec 35 000 élèves supplémentaires. Autre pierre d'achoppement : la rémunération. « **La perte du pouvoir d'achat est réelle ces trente dernières années. On l'observe sur la question du recrutement, avec de moins en moins de candidats aux concours, et de plus en plus de départs** », affirme Cécile Chandavoine.

Les contractuels trop sollicités

Dans le primaire, Mathilde Marnière pointe du doigt le Directeur académique des services de l'Éducation nationale, « **qui n'anticipe pas la rentrée en ayant zéro poste disponible après la carte scolaire, alors que nous comptons une dizaine de situations d'écoles qui nécessiteraient une ouverture [un comité technique décidait hier soir des ouvertures et fermetures de classes à l'issue de la rentrée, NDLR]. Si le DASEN décide d'une ouverture, ça se fera au détriment d'un autre endroit ou en supprimant un remplacement** ».

Autre motif d'inquiétude du syndicat, « **l'arrivée des contractuels en masse** », des personnels non fonctionnaires et qui n'ont pas reçu de formation « **et qui n'en auront pas en cours d'année** ». « **C'est dommage car il y avait une liste complémentaire de professeurs des écoles diplômés et qu'il y avait possibilité de recruter** », dénonce Mathilde Marnière. L'enseignante estime que ces contractuels seront au moins 50 dans l'Eure, contre une dizaine l'an dernier. Une « **nouveauté** » qui interpelle et inquiète les deux représentantes syndicales.

F.L.

Mathilde Marnière et Cécile Chandavoine co-dirigent le FSU dans l'Eure.